

■ **POUR UN DROIT D'INGÉRENCE
INFORMATIONNELLE**

Alain Redslob

*professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris 2),
directeur du CEDIMES,
directeur de l'Ecole doctorale de Sciences Economiques.*

Résumé

Dans un monde complexe, les faits s'imposent, têtus, et flanquent un espace immatériel qui ne cesse de s'étendre. Au cœur de ce dédale, une balise scintille: elle a intelligence économique pour nom. Déclinant l'information sous tous ces aspects, elle forme, pour les firmes comme pour les Etats, un sésame des plus précieux. Eu égard à la multiplicité des enjeux, elle s'érige en effet au rang de facteur de production et déroule en perspective le champ toujours en friche de la connaissance. De plus, en tant que clé de

l'univers virtuel, elle cerne la notion de savoir ce qui, dans la réalité, se traduit par un bouleversement géostratégique ici des entreprises, là des politiques économiques. En sorte que son accès doit être plus équitablement réparti sur le globe. D'où ce plaidoyer en faveur d'un droit d'ingérence informationnelle qui n'implique ni l'abdication politique, ni le rejet des données culturelles. L'intelligence économique, appréhendée comme telle, ne pourra alors que servir la mondialisation.

Mots-Clefs

Intelligence économique. Information. Innovation. Mondialisation. Economie virtuelle. Libertés de circulation. Connaissance. Stratégies. Politiques.

JEL
K30

Seuls les faits louent, alléguait Goethe. Ils sont là, édifiants: la déstructuration sociale progresse dans le monde; à maints échelons - planétaire, national, professionnel... - les inégalités s'accusent; les exclus croissent en nombre, cependant que la démographie des pays pauvres galope; l'endettement explose; le pouvoir s'étirole; la démocratie reste le modèle minoritaire, et de loin; les fondements culturels et sociétaux se fissurent. On agit dans l'urgence en ignorant le temps; on délimite l'action en niant la distance; on précipite les solutions en se gaussant des contingences. La consommation est préférée à l'investissement, la routine à la création, aujourd'hui à demain. En sorte que l'alarmisme se repaît du défaut de croyances¹.

La société matérielle reflue au fur et à mesure que l'espace virtuel s'affirme. Jadis, la productivité rythmait le tempo; naguère, la compétitivité donnait le la; à présent, c'est l'information qui orchestre notre vie.

Qu'il tienne à l'impuissance à contraindre l'immédiateté, à l'affadissement de l'esprit critique ou aux deux, le défaut de vision de l'avenir est atterrant. Il est pressant d'y remédier, d'autant qu'aucun domaine n'échappe à l'accélération des processus de déstructuration et de restructuration.

Espionnage industriel, puis veille technologique, l'intelligence économique est devenue une notion primordiale. Elle sert à protéger les savoir-faire, à décoder les procédés et à concevoir des ripostes, militaires ou non, appropriées à des situations données. Au plein sens du terme, elle est devenue un outil stratégique d'un enjeu culturel inouï au point que le développement en dépend étroitement.

En effet, le glanage de l'information s'étend de la re-

1. Cette contribution, revue et augmentée, reprend certains arguments défendus lors d'une conférence, «Les promesses de l'intelligence économique», prononcée à la Banque Mondiale lors d'un colloque international intitulé «Vers la phase opérationnelle du NEPAD», organisée par SOPEL International en partenariat avec l'UNESCO, le CIAN et l'Institut CEDIMES, à Paris, les 27 et 28 novembre 2003.

cherche pure aux modes de distribution en passant par les licences, les techniques de production, les transferts de savoirs, les sources de financement et les réactions de la concurrence. Nul stade ne s'en trouve exclu. La notion d'intelligence économique remplace celle de veille stratégique en ce sens qu'elle n'est pas que passive, mais aussi offensive, et qu'elle crée des emplois transversaux compatibles avec la nouvelle configuration des firmes et des Etats. Ses aspects à la fois micro- et macroéconomiques ne sont pas niables; aussi est-il judicieux d'en mieux cerner le périmètre.

Les enjeux de l'intelligence économique

L'innovation, si prégnante dans la théorie et la pratique des organisations, est à son origine. Dès l'aube de l'ère industrielle, certes à des degrés variables, la surveillance de l'environnement de l'entreprise n'était pas chose rare: en effet, comment imaginer de faire fi des méthodes employées par les concurrents ou comment se désintéresser des avancées scientifiques du moment? L'innocence n'est pas le propre des affaires... De ces nécessités a mûri au fil du temps une réflexion féconde qui a dévoilé le caractère stratégique de l'information professionnelle en sorte qu'en 1994 le rapport Martre en précisera les contours: *«L'intelligence économique peut être définie comme l'ensemble des actions coordonnées de recherche de traitement et de distribution, en vue de son exploitation, de l'information utile aux acteurs économiques. Ces diverses actions sont menées légalement avec toutes les garanties de protection nécessaire à la préservation du patrimoine de l'entreprise, dans les meilleures conditions de qualité, de délais et de coûts»*.

L'étendue des risques qui reposent plus sur des menaces économiques et financières que sur des bravades militaires fait de l'intelligence économique un des mots-

clés de la mondialisation². Elle engendre des relations ici coopératives, là conflictuelles. Dans ce climat réel et larvé de guerre économique, les décideurs publics et privés doivent investir massivement dans la collecte de l'information et dans son traitement parce que d'après des sources dignes de foi les retards restent patents. Les pays qui, à l'instar des Etats-Unis, de l'Allemagne et du Japon, pratiquent le patriotisme économique en ont claire conscience de longue date.

La dissémination des lieux d'activité, la prolifération des techniques, la libre circulation des capitaux, la mobilité des hommes, tout s'agence pour conférer aux *firmes* une physionomie rénovée tant dans l'organisation que dans la gestion.

Au plan *macroéconomique*, trois lignes de force soutiennent la métamorphose de l'économie mondiale: la reconfiguration de l'espace, le chambardement des techniques et l'émergence de la nouvelle économie. D'où la reconsidération des fonctions étatiques, la promotion de nouvelles logiques et la consolidation des ententes intergouvernementales.

Brassage *mondial* des flux d'hommes, de capitaux, de biens et de services, inventions déferlantes, bouquets d'innovations, couplés à un bouleversement des modes de transport et de communication ont levé des lames de fond. La compression de l'espace et la contraction du temps modifient les relations entre les hommes. Des marchés qui cristallisent le travail qualifié au Nord et campent la main-d'œuvre à bon marché au Sud éclosent et règnent en maîtres. La mobilité géographique et professionnelle s'érige en loi. En proie à des ajustements brutaux, le tissu social est mis à mal. Les délocalisations issues du remodelage des modes productifs font florès et, partant, sonnent l'hallali de l'emploi dans les économies développées.

2. A. Redslob: La France face à la mondialisation: de la peur à l'espoir, L'Harmattan, 1999, entre autres p.148 et ss.

Parce qu'elle brouille l'avenir, l'incertitude justifie la minceur des ambitions et grippe les choix. Bref, la mondialisation n'épargne personne, ni aucun secteur: sociétale, elle est une réalité qu'on ne peut plus taire. Parce qu'elle imprime un nouvel élan à l'instant de l'histoire que nous vivons, hommes, productions et financements doivent s'y adapter avec sagacité et adresse: tel est le prix de l'audace, telle est la chance de vaincre³.

L'intelligence économique, facteur de production

Cette nouvelle donne dont on ne semble pas encore avoir pris la juste mesure soulève bien des inquiétudes dans les économies émergentes, celles en transition et, à plus forte raison, celles en retard. Sans être exhaustives pas plus qu'exclusives les unes des autres, elles sont cependant de nature à freiner leur essor.

La première provient du danger de l'immixtion des nouvelles technologies dans le secteur primaire. Les excès de l'industrialisation ont engendré un besoin de retour au naturel dans les pays riches tant et si bien qu'une inadéquation qualitative entre l'offre et la demande alimentaires s'annonce. Il s'ensuivra un recul des cultures vivrières traditionnelles, précisément celles qui trament la structure productive des pays pauvres. Ce repli impliquera un ralentissement de l'activité, des licenciements massifs et un tassement inévitable du niveau de vie. En un mot, l'inverse de la tendance souhaitable...

Une autre perplexité dérive de la cherté des coûts. L'accès à la modernité est onéreuse: le prix élevé des ma-

3. A bien des égards, le lecteur est renvoyé au volumineux ouvrage que j'ai eu l'honneur de coordonner, *Monde, régions, nations: intrications et perspectives à l'aube du troisième millénaire*, paru aux éditions de l'Université Panthéon-Assas en avril 2001. Il tirera aussi profit de la lecture du livre de J. Ténier: *Intégrations régionales et mondialisation: complémentarité ou contradiction*, La Documentation Française, août 2003.

tériels de commande (super ordinateurs) et d'exécution (robots) n'est-il pas de nature à élargir le fossé entre pays nantis et pays démunis? Aux fractures économique et sociale, alarmantes, s'ajoute la fracture numérique.

En appréhendant le travail dans son apparence, celle d'un volume horaire, et non dans sa réalité profonde, celle d'un capital humain, l'avenir s'obscurcit de fait. Car il n'est guère pire balourdise devant les hommes et aussi grave erreur face à l'histoire. En cela réside un troisième défi dont la taille est proportionnée au degré d'éducation; autrement dit, si l'écriture, la lecture et l'arithmétique restent basiques, l'enseignement supérieur acquiert une dimension vitale, dorénavant incontournable. Il divulgue les savoirs de pointe, diffuse le progrès, stimule la recherche, véhicule les compétences et, finalement, favorise le décollage, estompe la pauvreté et promeut l'équité. Or, dans maints territoires, les structures, lorsqu'elles existent, restent fragiles, les institutions trop souvent déficientes, la gouvernance entravée ou embryonnaire, les coûts de transaction élevés bien qu'orientés à la baisse. Vu la vélocité de l'avancée des techniques, il faut à tout prix empêcher que l'enlisement du monde impécunieux ne s'accroisse.

Une quatrième appréhension se détecte en prenant un peu de hauteur. La maîtrise de la science de la communication et des vecteurs qui la propagent requiert des financements à la mesure des enjeux: *l'efficience*, à l'instar de l'intranet et de l'extranet dans la firme, d'internet et de l'interactivité des réseaux dans le monde; *le lucre* avec la publicité, le marketing, l'e-commerce et autres inforoutes; finalement, plus pernicieuse, *l'influence* avec l'apparition de la cyberdémocratie, de l'espionnage, de la désinformation, de la propagande, de la pression des lobbies et de l'oppression des pouvoirs. Et, au regard de ces critères, le monde en développement fait plus figure de proie que de prédateur.

La conclusion fuse: dans le maillage des infostructures

qui connecte terminaux et serveurs au moyen de réseaux opérationnels usant du langage binaire, entreprises privées et organismes publics doivent collaborer à l'édification d'infosphères que Loup Francart⁴ définit comme des «enveloppes informationnelles englobant toutes les activités humaines et permettant leur évolution par l'entretien des flux d'information». Charnières entre le physique, réel et actuel, et le psychique, imaginaire en puissance, elles renferment tous les aspects de la connaissance et de l'action, même si leurs degrés de réticulation et de sécurité sont variables.

Rien ne sert de se leurrer: la guerre de l'information via le choc des réseaux a bel et bien commencé. Les heurts proprement militaires, les conflits d'opinions et les échauffourées identitaires le cèdent à des affrontements économiques plus ou moins violents, annonciateurs d'une belligérance fondamentalement culturelle.

L'intelligence économique, outil de connaissance et détecteur de capacités, est au cœur de cette conflagration sans précédent. Elle est devenue l'épicentre du choc des cultures⁵.

L'intelligence économique en perspective

Dorénavant, l'impératif est de gérer la matière première qu'est devenue la connaissance. Qu'on la retienne pour se protéger ou qu'on la quête pour se renforcer, elle cause l'enrichissement des entreprises et la prospérité des nations, sans compter les gisements d'emploi qu'elle octroie.

4. L. Francart: *Infosphère et intelligence stratégique: les nouveaux défis*, *Economica*, 2002.

5. Deux autres de nos communications récentes se sont appesanties sur ce thème: *Sur la mondialisation*, prononcée en juin 2002 lors du Colloque International de l'université Kainar (Kazakhstan) traduite en russe dans la *Revue d'Economie Européenne* la même année. *Aspects sociopolitiques de la mondialisation* fut le titre de celle présentée au Colloque International de l'université Valahia, à Targoviste (Roumanie), en octobre 2002.

Forgeant une culture du renseignement avec ses aspects défensifs et offensifs au sein des firmes, quelle que soit leur taille, elle constitue une approche d'aide à la décision et suscite un bouleversement culturel qui fait surgir un monde virtuel dans lequel les technologies agissent en synergie. Le disque multimédia qui stocke n'importe quelle information, écrite, sonore ou dessinée, en fait foi.

Notre monde, assurément, accède à la réalité virtuelle.

Les impacts sont gigantesques: la production d'idées et d'informations ne connaît plus de limite, les modes d'achat changent, marchandises et services d'un nouveau type inondent les marchés. La culture que cadraient des pensées et des usages coutumiers chavire, et puisque l'espace et le temps n'ont plus le même contenu, l'information accouche d'une société virtuelle aux actions originales.

Le bouleversement des enjeux cause une rupture à la fois politique et économique qui se traduit par une mutation profonde des formes d'organisation et des modes de gestion. Si, en effet, l'objectif se mesure toujours en termes de puissance, son contenu a évolué: de militaire, il est devenu économique. La maîtrise des techniques prime désormais les revendications territoriales; autrement dit, la volonté de domination déserte l'espace réel pour investir l'espace virtuel. Plus que des chocs armés, ce sont les heurts économiques qui donnent matière à conflits⁶. La diplomatie, hier asservie aux techniques d'envahissement, est dorénavant chevillée à l'économie. La nature des enjeux, imprégnée d'idéologies il y a peu, est maintenant d'essence culturelle. En découle un système de valeurs qui renvoient à des canons jadis décriés: l'esprit pionnier est célébré, la réussite sociale admirée et récompensée, l'appât du gain avoué, l'argent désacralisé. Une individualisation accrue refonde l'organisation du travail.

Dans ce contexte inédit, le savoir occupe une place cen-

6. A.Redslob: Géopolitique versus géoéconomie, XIIIème Congrès International du Cedimes, Antananarivo, (Madagascar), novembre 2000.

trale. Ce n'est plus niable. Aussi convient-il d'en apprécier la portée afin d'ébaucher des solutions modulables.

L'intelligence économique en action

Parmi les tâches à venir, la gestion de l'information domine⁷. L'intelligence économique qui la sous-tend est l'outil le plus apte à anticiper les évolutions, non seulement parce qu'elle en englobe les différentes consistances - collecte, traitement, stockage, distribution, exploitation-, mais aussi parce qu'elle couvre un spectre allant de la recherche pure aux canaux de diffusion, en passant par les licences, les labels, les transferts de savoirs, les sources de financement et les réactions de la concurrence. Sans doute, l'information est devenue un gisement de première importance; c'est pourquoi il importe que les Etats érigent la connaissance au rang de priorité des priorités. En sus, l'information a fissuré le pouvoir central: un temps, on a pu s'en passer au prétexte des idéologies qui, congénitalement, réduisent l'incertitude et compriment les coûts; depuis leur mise au rebut, l'information se déverse en quantité impressionnante, mais sa qualité reste des plus discutables, car le pouvoir avance souvent masqué et les médias sont parfois équivoques dans leurs présentations comme dans leurs interprétations.

Si les actions à mener au Nord et au Sud peuvent fort bien être sécantes, elles ne sont pas obligatoirement similaires. Le poids des structures et celui des habitudes justifient les différenciations. A propos, sait-on qu'il n'y a guère plus de dix ans moins d'un milliard et demi d'hommes vivait dans une économie de marché contre plus de cinq milliards à l'heure actuelle?

7. Cf. nos communications, l'une prononcée à Marrakech (Maroc) en juin 1999 sur le thème France, Europe, Monde: la lancinante question de la gouvernance, l'autre intitulée Vers l'éco-monde, lors du XIIème Congrès International du Cedimes, à Paris, en mai 2000.

Dans une étude fondée sur une enquête envoyée à plus de cinq mille *entreprises* françaises de plus de deux cents salariés avec un taux de réponse de plus du quart, Frank Bournois et Pierre Jacquelin Romani⁸ énoncent au regard de plusieurs dimensions -écologique, téléologique, psychologique, technologique et rétilogique - des propositions très positives: professionnaliser la fonction de responsable en charge de l'intelligence économique, sensibiliser les salariés à cette notion et clarifier sa place dans l'entreprise, mettre au point des indicateurs et des instruments de gestion, renforcer la coopération Etats-entreprises, identifier l'importance, le contenu et l'origine des attaques offensives...

A l'échelle des *Etats*, la première orientation géostratégique doit rendre la politique économique plus incitative qu'injonctive: subsides en capital, aides à la recherche, programmes d'éducation, campagnes de santé publique, implantations d'infrastructures, toilettes réglementaires et cycles de formation oeuvreront en ce sens⁹. Un deuxième axe vise à substituer aux politiques sectorielles à ce jour encore prévalentes des logiques de l'espace plus adaptées aux mutations en cours. Enfin, la mondialisation des marchés et la globalisation financière mènent à une reconsidération en profondeur des fonctions étatiques¹⁰. Comment, en effet, ignorer le décalage qui existe entre une logique économique et financière de portée planétaire et une logique politique le plus souvent circonscrite à la nation? Il y a là matière à réflexion, notamment pour les pays en développement.

8. F.Bournois et P.-J. Romani: L'intelligence économique et stratégique dans les entreprises françaises, *Economica*, 2000.

9. A.Redslob: Politique économique: de l'injonction à l'attractivité, conférence prononcée devant l'Association Internationale des Economistes de Langue Française, à Montréal en mai 2001, et reproduite in extenso dans le numéro de septembre 2001 des Cahiers du Cedimes.

10. A.Redslob: On globalization, Conférence prononcée devant l'Assemblée doctorale de l'université de Wroclaw, Pologne, janvier 2001.

Hisser la connaissance au rang de priorité est une exigence. En posant des capteurs humains et scientifiques dans toutes les branches, y compris militaires, l'intelligence économique exerce une influence redoutable. Dans ce contexte, le placement d'hommes compétents aux postes névralgiques et l'acquisition des techniques de pointe deviennent une obligation sans laquelle les décisions capitales échapperont. Or, les économies vagissantes en ont-elles réellement les moyens?

Rien que ce fait d'évidence capital a induit une reconsidération stratégique qui s'est traduite par l'abandon de la politique de développement par substitution des importations au profit d'une politique basée sur les exportations, l'affectation d'investissements massifs dans l'éducation et l'industrie, un recentrage des missions de l'Etat de même que des efforts de cohésion sociale...C'est alors que sonna le glas de la thèse du développement autocentré.

Il est un point qu'il serait irréfléchi de négliger: la démarche que suggère l'intelligence économique est avant tout une action concrète qui se fixe la réduction de la pauvreté pour objectif premier. Dans cette optique, outre la fuite des cerveaux qu'il convient de contrer par des mesures idoines, il est impératif de conduire des investigations sur le terrain, entre autres au moyen d'enquêtes, pour identifier les intervenants et vérifier les effets d'annonce. La collecte de données constitue un préalable à toute exploitation d'informations qui, par suite, conditionnera la croissance et accélèrera l'insertion des économies dans le jeu planétaire. A cet égard, la diffusion des technologies de la communication, l'assignation de missions à des professionnels, la mise au point de diagnostics, la conception de mesures d'assistance opérationnelles aussi bien que le montage de plans de financement forment autant d'éléments indispensables. Bref, la pertinence des actions d'intelligence économique s'évalue à l'aune de leur réalisme; à défaut, elle serait de peu d'intérêt.

Au terme de cette analyse, il est délicat de conclure tant le sujet est vaste et les lendemains prometteurs. Mais si on reste fidèle à l'esprit qui a présidé à sa rédaction, certaines pistes se dessinent.

L'accès plus équitable à la connaissance est une exigence: aux pays riches d'aider les autres dans l'assimilation des savoirs en augmentant les fonds alloués à l'éducation et à l'acquisition de matériels de pointe. En calquant son action humanitaire et sous réserve de s'interdire tout transfert technologique sensible, la communauté internationale ne pourrait-elle décréter *un droit d'ingérence informationnelle*? A défaut, il est clair qu'eu égard à l'état actuel des techniques et à leur vitesse d'évolution les pays en développement n'auront pas d'autre voie que celle de la régression. L'intelligence économique a une dimension mondiale irréfutable.

L'incorporation du risque, la consubstantialité de l'information et de la décision, la restructuration des économies et la mise en place d'une infostratégie pour atteindre un but ou pour se préserver d'atteintes soulèvent un problème de fond, celui de la gouvernance de l'infosphère.

A cette suggestion s'ajoute une ultime réflexion. Pour rendre l'exploration de l'information toujours plus efficace et son partage plus équitable, il importe de tisser la trame du futur sur les relations entre les peuples, car l'homogénéisation de l'espace que suscite la mondialisation ne justifie ni l'abdication du pouvoir politique, ni la mise à mort des cultures nationales ou ethniques.

Alors, et alors seulement, l'intelligence économique livrera ses promesses, en faisant éclater au grand jour les impérities de tant de responsables et en reléguant aux oubliettes de l'histoire les discours savamment tronqués sur la mondialisation.